

## **Think tanks : guerre des idées aux U.S.A.**

Comment aurait-il fallu traiter le problème islamiste avant ? Quelles stratégies maintenant ? Quelle politique de sécurité nationale demain ?

Pour trouver la réponse, les décideurs U.S. se tournent vers les think tanks. Ils étudient leurs critiques et propositions. Ils reçoivent chaque semaine le *Brokings Update on Terrorism*, ou, sur Internet, consultent les analyses stratégiques de la Rand ou de CDI. Mais les chercheurs sont aussi associés aux choix politiques. Au Forum de CSIS, l'amiral Graig R. Quigley prépare avec des représentants des médias des règles pour concilier droit à la vérité de la presse et secret des opérations militaires. Quand il faut concevoir une stratégie de défense contre des attaques terroristes avec armes de destruction massives, l'administration Bush crée une Commission Gilmore où les Secrétaires d'État travaillent avec les experts de la Rand.

La compétence des think tanks déborde les questions de sécurité ou de stratégie ; elle englobe aussi bien la politique écologique ou démographique que les nouvelles technologies ou l'administration publique. Du coup, il paraît impossible de séparer la politique des États-Unis de l'influence des think tanks.

" Qui dirige Washington ? Les idées. Qui dirige les idées à Washington ? Nous, les *think tanks*". Voilà, ce que semblaient proclamer mes interlocuteurs dans leurs beaux bâtiments du " triangle d'or ", au cœur de la capitale U.S. Tous souriants, blancs, prospères, bourrés de diplômes et de relations, parfois médiatisés, tous intellectuels. Mais ces intellectuels pragmatiques ont peu à voir avec leurs équivalents du CNRS ou de Saint-Germain des Près : ils se veulent des *courtiers en idées*.

Qui « achète » ces idées ? Le Président, le Congrès, le Sénat, l'Armée, des commissions, des administrations, des entreprises, mais aussi les médias qui réclament des experts et des débatteurs. Au bout de la chaîne, le public international, qui, un lit un livre-succès d'Alvin Toffler, Hermann Kahn, Samuel

Huntington, ou Francis Fukuyama, représentants typiques du système des think tanks.

Comment se propagent les idées ? Via des rapports bourrés de chiffres qui appuyent la *National Missile Defense* ou critiquent la *welfare policy* (l'aide aux démunis). Par des éditions : essais, revues élitistes ou lettre de synthèse. Dans des séminaires, des tournées de conférence, via les colonnes des quotidiens ou sur les plateaux de télévision. Car la compétition entre Instituts est aussi affaire de communication.

Ces idées se répandent aussi et surtout avec les hommes qui les produisent. Cette élite tisse ses réseaux de solidarité et de pouvoir. Les meilleurs passent une année dans une *think tank*, l'autre à une chaire d'Université. Demain ils seront à la tête d'une entreprise, ou d'un secrétariat d'État. Au gré des changements politiques : classé plutôt républicain, un David Chu va de la Rand au Secrétariat à la Défense ou Lynn Scarle de la conservatrice Reason Foundation vers un haut poste au Secrétariat à l'Intérieur. Mais une Madeleine Albright, ancienne Secrétaire d'État de Clinton, aura toujours sa place de chercheuse à CSIS.

Que deviennent ces idées ? Des faits : elles servent à critiquer et rectifier les pratiques administratives ou politiques, inspirent des lois ou l'attribution de budgets. Elles nourrissent des doctrines géostratégiques, militaires, financières ... donc à long terme, elles déterminent les choix de la première puissance mondiale. Plus subtilement, ces idées doivent "*faire l'agenda*", le « climat des idées » comme dit le vice-président de la *Cato*. Les think tanks se mettent parfois aussi au service des valeurs républicaines ou démocrates, libertariennes ou progressistes. Beaucoup tendent à se spécialiser « idéologiquement » : liberté pour les internautes, ou environnement... Il y en a même à orientation quaker ou « afro-américaine ».

Bien sûr, l'étiquette think tank recouvre des réalités diverses On évalue mal leur nombre total. Mille peut-être aux U.S.A. Mais le chiffre englobe aussi bien des bureaux d'études où deux jeunes diplômés attendant un contrat que les

grandes institutions. Au moins deux cents think tanks répertoriées sur Internet. Une centaine à Washington. Certaines avec un budget de plus de dix millions de dollars, une maison d'édition, des journaux...

Quelle est leur influence réelle ? Est-ce la *Rand* qui eut de l'idée de protéger les communications militaires par un réseau qui allait devenir Arpanet, puis Internet ? A-t-elle vraiment bouleversé les méthodes de prospective et de modélisation y compris dans les affaires ? Les avis de la *Brookings Institution* ont-ils changé les pratiques budgétaires de l'État et ceux de la *Hudson* les gestions de l'aide aux pauvres ? La politique fiscale de Reagan et la guerre des étoiles étaient-elles inspirées par les institutions pro-républicaines ? Sans doute. Dans tous les cas, tant que fonctionnera le système à concilier idées, dollars et talents, les *think tanks* auront un bel avenir.

### **Des armes de reconquête**

**Droite** Les conservateurs américains ont enrôlé les *think tanks* et leurs réseaux pour leurs combats idéologiques. Avec succès. Et si la droite française s'inspirait de leurs méthodes ?

« *Attention : les Républicains deviennent le parti des idées !* » avait prévenu le sénateur démocrate D.P. Moynihan avant la révolution reaganienne des années 80. Aujourd'hui, la droite américaine est plus que jamais persuadée que le pouvoir est affaire d'hégémonie idéologique. Elle croit fermement au rôle des *think tanks* et s'y est investie depuis presque quarante ans.

Pour nombre de républicains purs et durs, la défaite de leur candidat Goldwater contre le démocrate Johnson en 1964 marquait la victoire du relativisme moral et des tendances permissives, bureaucratiques ou technocratiques en vogue à Washington. Cette droite repartit au combat, appuyée sur les mouvements religieux et populistes. La « majorité morale » recruta parmi les fidèles des églises conservatrices et les « activistes » républicains ; elle devint la machine à élire Ronald Reagan.

Elle recruta aussi des intellectuels, désireux de supplanter les manières d'idées hostiles au capitalisme et aux valeurs traditionnelles, ces planificateurs, ces ingénieurs sociaux, ces producteurs de systèmes clés en main, vivant au crochet du secteur public, prospérant dans les universités et les institutions et qu'on nommait « la Nouvelle Classe ». La droite décida de la battre sur son propre terrain : la production, la légitimation et l'application des idées et des réformes.

Après l'époque des *think tanks* pionnières d'avant-guerre, puis le développement des grandes institutions créées après 1945 (comme la Rand), s'ouvrit une troisième phase : les instituts d'idées, marquées à droite comme à gauche, pour le grand débat des idées. Les instituts conservateurs traduisaient les « valeurs américaines » en théories et en propositions, quitte parfois à se définir systématiquement contre leurs consœurs réputées libérales (Brookings, Carnegie et Rand).

Il fallut, pour cela, des bases doctrinales. Il fallut relire Hayek et von Mises, les deux économistes libéraux redécouverts à l'ère des « reaganomics », l'économie reaganienne. Il fallut aussi investir les cercles académiques et les revues de prestige, occuper la scène médiatique, influencer sur le Congrès, fournir les réponses spécifiques à tous les problèmes du moment.

L'Heritage Foundation symbolise parfaitement cette volonté de reconquête idéologique et son succès. Heritage entend « saturer le marché des idées » de ses principales propositions : prédominance du secteur privé, limitation du gouvernement, responsabilité individuelle, défense forte, leadership mondial américain. Son niveau académique n'est pas celui de *think tanks* conservatrices plus modérées (AEI, CSIS, Hoover Institute), mais Heritage s'est fait une réputation d'être efficace, à travers trois missions prioritaires : produire, argumenter, faire savoir.

Près de deux cents fournis idéologiques travaillent dans son beau bâtiment de brique sur Massachusetts avenue. C'est à deux pas du Capitole. « *Ce n'est pas par hasard !* me dit John Hulsman, chargé de l'Europe à l'Heritage Foundation ... *Si un membre du Congrès nous dit « Vous avez raison en théorie, mais, okay, qu'est-ce que vous voulez que je fasse ? », nous devons pouvoir lui répondre immédiatement.* »

Et répondre sur tout. À Heritage, des experts de l'Europe centrale, du terrorisme, de la lutte contre le crime ou de l'éducation suivent en permanence l'actualité pour fournir dans l'heure les « bonnes solutions idéologiques ». Besoin d'études, de statistiques, d'argumentaires, d'interventions télévisées ? Heritage est prêt.

Il existe une telle osmose entre les producteurs d'idées et les gestionnaires de la politique, un tel flux de papiers, de propositions, d'arguments et de gens entre K Street ou Massachusetts Avenue et le Capitole ou la Maison Blanche qu'on peut suivre ou prédire la politique américaine, au jour le jour, dans les publications des grandes *think tanks*.

Quelques jours après la victoire de Reagan, Heritage produisait un pavé de mille pages, élaboré par deux cents cinquante experts : ce « *Mandate for leadership* » fut le guide détaillé des réformes drastiques à réaliser. Pour l'élection de George W. Bush, Heritage publia pareillement « *Priorities for the new President* », une brochure plus modeste (téléchargeable sur Internet), mais un véritable programme de gouvernement.

La machine réagit vite et avec coordination. Aujourd'hui, grâce au feuillet quotidien que lui fait parvenir Heritage, chaque représentant peut aussi bien

apprendre à distinguer bonnes et mauvaises tendances de l'islam que trouver des raisons de ne pas renoncer à la National Missile Defense (le si contesté bouclier de missiles) après le 11 Septembre. Le Président d'Heritage Edwin J. Feulner (qui réclamait depuis un an une action contre les talibans) lance un appel de soutien à la défense du territoire. C'est un programme en trois points : épauler Bush, repenser la sécurité nationale, agir sur l'opinion médias. Et dans le même temps, Heritage publie avec le Wall Street Journal une « Index 2002 de la liberté économique », sorte de classement des pays du monde par degré de libéralisme, en insistant sur un point : les pays les plus « économiquement répressifs » (traduisez les moins libéraux) sont aussi des foyers de terrorisme.

Dans ce domaine de la sécurité, en particulier, les think tanks soulèvent les questions prioritaires. Certains thèmes largement discutés aux États-Unis, sont quasiment ignorés chez nous, comme la « Révolution dans les affaires militaires », l'infoguerre, la protection des infrastructures vitales contre le cyberterrorisme, etc. C'est un domaine où excellent l'institut CSIS : ses experts participent, au côté des spécialistes du Pentagone, aux « jeux de simulation » où l'on teste les réactions à des situations de crise. Les études de CSIS sur le « terrorisme chimique, biologique, radiologique et nucléaire » circulent beaucoup en ce moment à Washington, où l'hypothèse d'une organisation terroriste employant une bombe nucléaire « rustique » ou l'équivalent d'un quelconque gaz Sarin

Dans un domaine moins martial, les recherches sur les « *emerging issues* » (les questions qui vont se poser), comme le vieillissement de la population, la réforme des retraites ou la diplomatie à l'ère des réseaux informatiques (la *digital diplomacy*) suggèrent des grands débats à venir, de part et d'autre de l'Atlantique.

La force des *think tanks* conservateurs est d'avoir compris que « *les idées, ce sont des gens* » : la promotion de valeurs et des idéaux est inséparable de celle des hommes. La reconquête idéologique passe par la formation des élites de demain, le suivi de leur cursus, le soutien des générations précédentes.

Aux États-Unis (mais n'est-ce pas vrai ailleurs ?), l'intellectuel de droite pourrait difficilement s'épanouir dans l'institution universitaire. On y réussit mieux en publiant des études féministes ou « ethniques » frappées du sceau du politiquement correct que par l'éloge du meilleur de la tradition américaine.

Grâce aux instituts amis, l'intellectuel conservateur trouvera des maisons d'éditions ouvertes, un lectorat potentiel, un accès aux médias et quasiment un plan de carrière.

Cette stratégie de création d'infrastructures alternatives, servant de réservoirs de talents (ainsi Heritage édite des guides des réseaux conservateurs) va de pair avec la volonté d'être toujours sur le terrain. « *Nous ne sommes pas seulement une « think tank », nous sommes une « do tank » (une « boîte à faire »)* », dit-on à CSIS. Et quasiment une institution officielle.

En Juillet 2001, CSIS a reçu Alain Richard, le ministre français de la Défense, dans le cadre de son programme d'études sur l'Europe.

Bien sûr, l'union n'est pas toujours au rendez-vous des instituts classés à droite. Heritage considère CSIS comme plus centriste que vraiment conservateur. Le Cato Institute se veut libertarien ; il est hostile à tout interventionnisme. Au nom de ses principes de liberté, il combat toute discrimination envers les minorités ethniques ou sexuelles. Une « indifférence morale » que ne partage certainement pas l'Ethics and Public Policy Center, qui entend, au contraire, faire passer les valeurs chrétiennes dans la vie politique. Il rompt des lances avec les associations religieuses pacifistes ou tiers-mondistes, tel le National Council ou le World Council of Churches.

Face à ce dynamisme idéologique de la droite, les think tanks démocrates (tel le Progressive Policy Institute, grand fournisseur d'idées sous l'administration Clinton, ou le Democratic Leadership Council) risquent l'essoufflement. Ils jouent plutôt en défense. Dans cet affrontement idéologique, la force des républicains réside moins dans le nombre de livres publiés, les minutes de télévision obtenues ou dans la solidarité des réseaux personnels que dans leur inébranlable foi dans « le pouvoir des idées » comme le proclame un slogan d'Heritage. Une expérience et un slogan dont la droite française pourrait tirer quelques leçons...

### **Les chercheurs et le pouvoir**

Les Français recrutés par les instituts de Washington, comme Laurent Murawiec ou Robert Dujarric (Hudson Institute), ne croient pas le modèle américain de *think tanks* transposable en France. « *Ni le système fiscal qui n'incite guère les particuliers à soutenir la recherche, ni la culture politique française ne le permettraient.* »

L'État américain demande des avis, externalise ses fonctions de recherche. Le pouvoir y est plus décentralisé : entre la Présidence, le Sénat, le Pentagone, les États, etc., les sources de décision et donc les demandes d'expertise se multiplient. En France, l'intellectuel est forcément critique (indigné et dénonciateur, sans vraies propositions) ou courtisan du Prince. Aux États-Unis, il n'hésite pas à participer à la prise de décision. En particulier, le divorce très français entre l'armée, la nation et les intellectuels inquiète Laurent Murawiec, familier de Tocqueville et de Clausewitz, spécialiste de la guerre du futur.

Robert Dujarric, venu de la banque internationale s'interroge : « *Qui prend les décisions en France ? Quelques membres de cabinets... Cent personnes en somme. Qui fait la politique de défense ? Quinze personnes.* » Aux États-

Unis, n'existent ni haute fonction publique, ni cabinets ministériels au sens français. La décision est bien plus dispersée entre le Pentagone, le Sénat, les Commissions et des groupes d'études. Même des assistants parlementaires peuvent exercer une influence.

*« L'idée de demander conseil ne choque pas des gens qui, n'ayant fait ni l'ENA ni nos grandes écoles, n'envisagent pas de toujours détenir la vérité. Écrire des livres majeurs comme Brzezinski, ou enseigner à l'université comme Madeleine Allbright peut être aussi une voie d'accès au pouvoir. »*

Le système américain ne favorise pourtant pas que la quête des idées pures. Les *think tanks* qui travaillent sous contrat gouvernemental hésitent souvent à contrarier les intérêts de leurs commanditaires dans leurs conclusions. Mes interlocuteurs sont loin d'être naïfs. *« Les instituts « idéologiques » restent idéologiques et fournissent souvent la réponse avant de poser la question. »*

Ceux qui dépendent de dons privés doivent savoir ne pas décevoir les donateurs. *« Quand vous êtes subventionné par des entreprises menacées par la concurrence asiatique, vous dénigrez rarement le protectionnisme. Et un philanthrope apprécie parfois que vous lui fassiez rencontrer un décideur dans un séminaire ou une conférence dîner. Ce n'est certes pas du lobbying, mais c'est déjà un peu vendre l'accès au gouvernement. »* Un intellectuel américain n'a ni CNRS ni Conseil d'État pour payer son salaire et lui permettre d'écrire des livres : il dépend souvent du prochain contrat de recherche.

Verra-t-on jamais fleurir chez nous des institutions indépendantes vouées à la production d'idées utiles (comme au Royaume-Uni ou en Allemagne avec les *Denk Tank*) ? L'actuelle guerre d'Afghanistan a ouvert les plateaux de télévision ou les studios de télévision aux rares institutions françaises comparables (surtout dans le domaine stratégique) : l'IFRI (Institut Français des Relations Internationales), un centre de recherche indépendant, son concurrent l'IRIS (Institut des Relations Internationales et Stratégiques) ou encore la Fondation pour la Recherche Stratégique. Eux aussi publient des livres, des études.. On les consulte. Mais ils sont encore très loin de rivaliser avec le réseau américain des boîtes à idées.